



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 440 – 8 avril 2022

Régional

450 M USD de la BM pour le Projet de cohésion sociale dans les régions du nord du Golfe de Guinée

Le 31 mars 2022, la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un financement de 450 M USD dans le cadre du Projet de cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée. Réparti entre le Bénin (90 M USD), la Côte d'Ivoire (150 M USD), le Ghana (150 M USD) et le Togo (60 M USD) sur une durée de 5 ans, ce financement visera à améliorer la collaboration régionale et la résilience socio-économique et climatique des communautés des zones frontalières du nord de ces pays. Devant bénéficier à 16 M d'habitants, le projet comprend 5 volets : (i) des investissements dans la résilience et l'inclusion des communautés en soutenant l'accès aux infrastructures socio-économiques ; (ii) le renforcement des capacités ; (iii) le soutien à la plateforme de dialogue régional afin de mieux gérer les risques liés au climat et aux violences ; (iv) la gestion et la coordination du projet ; (v) l'apport d'une réponse immédiate en cas de crise ou d'urgence éligible à travers une réallocation de fonds.

5,4 M EUR pour lutter contre l'insécurité maritime en Afrique de l'Ouest

Dans le cadre d'un séminaire organisé sur le Projet d'appui à la sécurité maritime intégrée en Afrique de l'Ouest (SWAIMS), la CEDEAO [a annoncé](#) qu'elle devrait recevoir pour près de 5,4 M EUR d'équipements financés par l'Union

LE CHIFFRE À RETENIR

4,4 M

Le nombre de personnes au Niger (20% de la population) menacées d'insécurité alimentaire sévère d'ici août 2022

européenne (UE) afin d'intensifier les efforts de lutte contre l'insécurité maritime. Dans le détail, cette enveloppe permettra de fournir près de 30 embarcations à coques rigides aux 12 Etats côtiers de la CEDEAO ainsi que du matériel médico-légal. La fourniture d'équipement est un des nombreux volets du SWAIMS, en plus, notamment, de la formation du personnel, du renforcement du cadre juridique ou encore de la rédaction de procédures opérationnelles.

UEMOA : orientation favorable de la conjoncture en février 2022

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique indiquent une bonne orientation de la conjoncture dans l'UEMOA en février 2022. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, s'est amélioré en moyenne de 0,2 point en glissement annuel (g.a.), en particulier en Guinée-Bissau (+12 en g.a.) et au Niger (+6,4 en g.a.) Toutefois, ces hausses ont été compensées par la diminution du score du Sénégal (-7,6 en g.a.) et du Burkina Faso (-2 en

g.a.). S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celui du commerce a augmenté de 10,6% en g.a. en février 2022 et celui des services marchands s'est accru de 8,7% en g.a. Quant à l'indice de la production industrielle, il a progressé de 3,5% en g.a. L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 6,1% en g.a. en février 2022 (après +6,5% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +4,9 pp).

HPX signe un accord-cadre avec le Liberia pour l'expédition du fer guinéen du mont Nimba

La compagnie minière américaine High Power Exploration (HPX) [a annoncé](#) le 31 mars 2022 la conclusion d'un accord-cadre entre ses filiales guinéenne (Société des Mines de Fer de Guinée) et libérienne (Ivanhoe Liberia) d'une part, et l'Etat du Liberia d'autre part. Cet accord prévoit notamment le calendrier des négociations portant sur l'accès aux infrastructures ferroviaires libériennes de HPX pour transporter la future production de minerai de fer du mont Nimba en Guinée vers le port libérien de Buchanan pour exportation. Pour rappel, les travaux de construction de la mine de fer guinéenne du mont Nimba devraient être lancés en 2023 pour une entrée en production en 2027. Le projet devrait permettre de produire environ 450 M de tonnes de minerai fer, à un rythme de production annuelle de 30 M de tonnes.

🍷 Bénin

Mise en place d'un comité d'orientation pour le développement de l'élevage

Le 6 avril 2022, le gouvernement [a annoncé](#) la mise en place d'un comité d'orientation pour le développement de l'élevage. Il souhaite ainsi créer un cadre stratégique de réflexion pour prendre en charge, de façon holistique, la question du développement et de la promotion de l'élevage dans le but de renforcer l'efficacité de l'action des pouvoirs publics dans ce domaine. Ainsi, ce comité aura pour mission de

coordonner la mise en œuvre des directives du Gouvernement destinées à favoriser l'essor de l'activité ainsi que la cohabitation harmonieuse entre agriculteurs et éleveurs, notamment dans le nord du pays.

🍷 Burkina Faso

La croissance estimée à +6,9% en 2021, tirée par le secteur tertiaire selon l'INSD

Dans [une note publiée](#) le 4 avril 2022, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) estime le taux de croissance à +6,9% pour l'année 2021, contre +1,9% en 2020. Cette performance est d'autant plus notable qu'elle est réalisée dans un contexte de mauvaise campagne agricole 2021-2022, engendrant un recul de la production du secteur primaire de 5,8%. Cette dynamique est tirée par les bonnes performances du secteur secondaire (+8,7%), en lien avec la bonne santé des activités extractives (+9,8%) et l'industrie manufacturière (+8,4%), ainsi que par celles du secteur tertiaire (+10,6%), avec la forte progression des services de transport et entreposage (+27,1%), du commerce (+20,5%) et de l'hébergement et la restauration (+17,6%). En termes de répartition, le secteur tertiaire domine avec 42,2% du PIB suivi du secteur secondaire (33,1% du PIB) et du secteur primaire (16,2% du PIB). Enfin, les impôts et taxes nets sur les produits représentent 8,4% du PIB.

Le MCC confirme la suspension du pays

Le 31 mars 2022, le Conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation (MCC) [a entériné](#) la suspension de l'assistance au Burkina Faso et son éligibilité à un accord régional, en raison du coup d'Etat survenu dans le pays le 24 janvier 2022. Pour rappel, le second Compact d'un montant de 450 M USD avait été signé le 13 août 2020, pour un lancement initial prévu en août 2022, et se concentrait sur 3 projets : (i) le Projet de renforcement de l'efficacité du secteur de l'électricité ; (ii) le Projet d'approvisionnement en électricité rentable et fiable et (iii) le Projet de développement et d'accès au réseau.

Cap-Vert

La dette publique dépasse 150% du PIB en février 2022

Selon le rapport de synthèse budgétaire du **Ministère des Finances**, l'encours de la dette publique du Cap-Vert [a augmenté](#) de 9,3% en février 2022 en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 284,6 Mds CVE (2,6 Mds EUR), soit 150,6% du PIB. L'allègement ou la restructuration de la dette extérieure du Cap-Vert est un objectif à court terme assumé par le gouvernement, qui serait en pourparlers avec certains créanciers internationaux, dont le Portugal, afin de libérer des ressources financières pour la soutenir la reprise économique.

Côte d'Ivoire

Lancement du Projet de développement de chaînes de valeur compétitives

Le 2 avril 2022, le 1^{er} ministre ivoirien [a officiellement lancé](#) le Projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET). Financé par la Banque mondiale à hauteur de 200 M USD, ce projet se concentrera dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'agro-industrie et l'industrie manufacturière en permettant aux acteurs des chaînes de valeur de surmonter les défaillances du marché, grâce à la fourniture de services pour améliorer les normes de qualité, valoriser les produits et accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée. Les filières de l'hévéa, de l'ananas, du palmier à huile, de la mangue et du plastique sont particulièrement concernées.

Inauguration de 2 infrastructures sanitaires dans le sud-ouest du pays

Le 6 avril 2022, le 1^{er} ministre ivoirien [a procédé](#) à l'inauguration officielle de 2 infrastructures sanitaires dans le sud-ouest du pays à savoir l'hôpital général de Méagui et le Centre hospitalier régional (CHR) de San Pedro. D'un

coût total supérieur à 80 M EUR, la construction de ces hôpitaux régionaux répond à la volonté du gouvernement ivoirien de décentraliser les **services de santé et d'améliorer leur accessibilité** dans tout le pays. Depuis 2018, le gouvernement a ainsi initié un programme de construction et de **réhabilitation d'infrastructures sanitaires d'environ 850 Mds FCFA (1,2 Md EUR)**.

Adoption de la Déclaration de politique pour une cacaoculture durable

Le 30 mars 2022, le gouvernement [a adopté](#) une communication relative à la Déclaration de politique et à la stratégie nationale pour une cacaoculture durable. Cette déclaration vise à développer, à l'horizon 2030, une chaîne de valeur du cacao durable, rémunératrice pour les producteurs et respectueuse de l'environnement et des droits humains. Elle s'articule autour de 3 objectifs : (i) améliorer le revenu des producteurs et leur bien-être ; (ii) lutter contre la déforestation ; (iii) éradiquer le travail en dessous de l'**âge** minimum requis dans la cacaoculture.

Création d'une structure publique pour le développement industriel

Le 30 mars 2022, le gouvernement [a adopté](#) un décret portant création de la Société de gestion et de développement des infrastructures industrielles (SOGEDI). Cette création s'inscrit dans le cadre de la stratégie de mise en cohérence des entités existantes en matière de développement industriel. La SOGEDI devient la structure unique de gestion et de développement des infrastructures industrielles, **pour le compte de l'Etat. Pour exécuter sa mission**, elle aura la possibilité de recourir au privé dans le cadre de contrats de concession.

Gambie

Don de 2,5 M USD du Japon pour lutter contre la COVID-19

Le 23 mars 2022, le gouvernement du Japon [a octroyé](#) un don de 2,5 M USD au Fonds des

Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour soutenir les efforts du gouvernement gambien dans la lutte contre la COVID-19. Dans le détail, ce financement servira à : (i) améliorer les mesures de contrôle de l'infection et de prévention ; (ii) acheter des équipements de la chaîne du froid ; (iii) mettre à niveau et renforcer les entrepôts frigorifiques nationaux ; (iii) renforcer des capacités de promotion de la vaccination contre le virus. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 13,2% de la population gambienne avait reçu au moins 2 doses de vaccin au 7 avril 2022, contre un objectif de 70% pour le gouvernement.

Guinée

Des accords de financement signés avec les Pays-Bas et la BID en faveur des routes

Le 31 mars 2022, les autorités guinéennes et le gouvernement néerlandais [ont signé](#) un accord portant sur la construction de 5 ponts à Conakry et à Coyah assortis de 15 km de routes d'accès. Disposant d'une enveloppe de 65 M EUR, ce projet, d'une durée de 30 mois, permettra de **fluidifier la circulation et d'œuvrer pour une** meilleure interconnexion des différents réseaux routiers. Par ailleurs, le gouvernement guinéen a également signé un accord avec la Banque islamique de développement (BID) pour le Projet de construction de la route Boké – Quebo (Guinée-Bissau) qui permettra une meilleure connexion entre les 2 pays.

Libéria

Lancement du projet d'autonomisation pour les jeunes, financé par l'USAID

Le 31 mars 2022, le Président du Liberia [a procédé](#) au lancement officiel du Programme d'autonomisation des jeunes. Financé par l'Agence internationale des Etats-Unis pour le **développement (USAID)** et mis en œuvre par le Centre de développement de l'éducation (EDC), ce projet vise améliorer la résilience économique

de près de 21 000 jeunes dans trois comtés du pays (Montserrado, Grand Bassa et Lofa) sur les 5 prochaines années, à travers le renforcement des compétences, la création d'opportunités d'expérience professionnelle et un soutien pour leur permettre de s'engager de manière productive dans leurs économies locales.

Mali

Approbation du Plan de développement du secteur de l'électricité 2022-2026

Le 30 mars 2022, le gouvernement [a approuvé](#) le Plan de développement du sous-secteur de l'électricité sur la période 2022-2026 de la Société Energie du Mali (EDM). Il repose sur un programme d'investissement axé sur les énergies renouvelables et sur la construction de lignes de transport et de distribution d'électricité afin, notamment, d'améliorer le coût du mix de production d'électricité. Dans le détail, il permettra : (i) le renforcement de la part de production solaire ; (ii) la diminution de la part de production thermique ; (iii) l'amélioration des indicateurs opérationnels et financiers par l'augmentation du rendement moyen du réseau et la réduction du coût moyen de revient du KWH. Par ailleurs, il devrait permettre à EDM, structurellement déficitaire, d'atteindre l'équilibre financier.

Mauritanie

Modification du cadre juridique d'importation des hydrocarbures

Le 6 avril 2022, le gouvernement [a adopté](#) un décret visant à modifier **les conditions d'exercice des activités d'import-export**, de distribution et de commercialisation des hydrocarbures. Ce projet de réforme du secteur aval des hydrocarbures vise à assurer un approvisionnement continu dans un contexte international instable. Actuellement les **contrats d'approvisionnement sont passés à travers un appel d'offres**, remporté par un seul fournisseur

pour une durée de 3 à 12 mois. Ce nouveau décret ouvre la possibilité au ministère du Pétrole d'effectuer des commandes à très court terme et d'activer des mécanismes spéciaux en cas de perturbation des marchés internationaux.

🇳🇮 Niger

20% de la population en situation d'insécurité alimentaire d'ici août 2022

Lors de son discours à la Réunion de haut niveau portant sur les crises alimentaires et nutritionnelles dans les régions du Sahel et du Lac Tchad, le Président nigérien [a annoncé](#) qu'environ 4,4 M de personnes (20% de la population) seront en situation d'insécurité alimentaire sévère d'ici la période de soudure (juillet-août 2022). Le taux global de malnutrition aiguë sera de 12,5% et celui de la malnutrition sévère de 2,7%, dépassant les seuils d'urgence fixés par l'OMS (respectivement 10% et 2%) ; d'où un appel urgent aux pays, aux organisations sous régionales et à la communauté internationale pour accroître leurs financements. Il a également souligné au passage que malgré l'accroissement des besoins dans la région, les financements des plans de réponse humanitaire sont en constante baisse depuis 2012. Par ailleurs, selon les analyses de mars 2022 du Cadre Harmonisé, deux départements de la région de Tillabéri, Ouallam et Abala, seraient déjà en situation d'urgence alimentaire – le dernier échelon avant la famine. Face à la crise, le gouvernement a augmenté les volumes de céréales vendues à prix modérés et distribuées gratuitement, tout en baissant les taxes sur les produits alimentaires.

🇸🇳 Sénégal

Les marges de l'endettement public seraient limitées selon le FMI

Face à la flambée des cours mondiaux et aux tensions inflationnistes, en lien avec la guerre en Ukraine, susceptibles de détériorer davantage les finances publiques sénégalaises, réduire le déficit

budgétaire impliquera des arbitrages difficiles pour le gouvernement. Selon le Représentant résident du FMI au Sénégal [interviewé](#) par la presse locale, cela devra passer par une réforme de la politique de subventions aux prix de l'électricité et du carburant, et l'accroissement des recettes fiscales. Pour ne pas compromettre la viabilité des finances publiques, il faudrait passer d'une logique de subventions universelles à celle d'interventions ciblées en faveur des couches les plus défavorisées de la population. Avec une dette publique estimée à 73% du PIB en 2021, les marges d'endettement supplémentaires du pays sont limitées. Par ailleurs, les retombées sur le budget de l'Etat de l'exploitation des hydrocarbures, prévue au dernier trimestre 2023, seraient très modestes sur les 5 premières années (moins de 1% du PIB), malgré une croissance de 10% par an en moyenne sur 2023-2024.

Lancement du programme Activ'Invest en soutien à 30 PME sénégalaises

Le 5 avril 2022, le ministère de l'économie du Plan et de la coopération, la Délégation de l'Union européenne (DUE) au Sénégal et l'Agence de développement Belge (Enabel) ont lancé le programme "[Activ'Invest](#)" visant à soutenir et accompagner les PME en développement ou en phase de croissance. Doté d'un budget de 1,3 Md FCFA (2 M EUR), ce projet, initié par l'Etat du Sénégal et la DUE et mis en œuvre par Enabel, permettra à 30 PME de bénéficier (i) de formations aux outils de financement, (ii) d'assistance à la structuration, (iii) de mise en relation avec des partenaires financiers et (iv) d'accompagnement post-investissements.

🇸🇱 Sierra Leone

La Banque centrale relève son taux directeur de 75 points de base à 15%

Le 30 mars 2022, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de Sierra Leone [a décidé](#) de relever le taux directeur de 75 points de base à 15%. Le taux de la facilité permanente de crédit a également été relevé de 75 points de

base pour s'établir à 18%, tout comme celui de la facilité permanente de dépôt pour s'établir à 9%. Ces décisions ont été motivées entre autres par : (i) la hausse de l'inflation à 17,9% en g.a. au 4^{ème} trimestre 2021, contre +11,6% en g.a. au 3^{ème} trimestre ainsi que la menace inflationniste au niveau mondial ; (ii) la révision à la baisse du taux de croissance économique à +2,9% pour l'année 2021 contre une prévision initiale de +3,2% ; (iii) la prévision d'une dépréciation significative de la monnaie nationale à moyen terme, en raison de la hausse des prix internationaux ainsi que de celle des importations suite à la vigueur de la demande domestique. A noter que les réserves de changes permettaient de couvrir 5,4 mois d'importations à fin 2021.

Togo

100 M USD pour soutenir des réformes

Le 30 mars 2022, la Banque mondiale [a approuvé](#), à travers l'Association internationale pour le développement (IDA), un financement de 100 M USD pour soutenir le gouvernement togolais dans ses réformes de développement. Dans le détail, cet appui soutiendra des mesures visant à l'accroissement des recettes fiscales, l'efficacité des dépenses d'investissement et le renforcement de la gestion et de la transparence de la dette publique. En outre, il visera également à améliorer la viabilité financière et la prestation de services dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, à travers **l'amélioration de la performance financière et l'efficacité énergétique de la Compagnie d'électricité du Togo** ainsi que des mesures relatives à une gestion durable des ressources en eau et une amélioration de l'accès pour les plus vulnérables.

Les opérations de crédit-bail atteignent près de 17 M EUR en 2021

En marge d'un point sur le financement de l'économie nationale, le Ministre de l'Economie et des Finances [a évoqué](#) l'expansion du crédit-bail dans le pays. Ainsi, 3 ans après l'adoption **d'une législation sur sa pratique, l'encours financier de l'ensemble des opérations de crédit-bail** a atteint 11 Mds FCFA (16,8 M EUR) en 2021, contre 600 M FCFA (près de 915 K EUR) en 2019. Cette progression est portée en grande partie par les secteurs de l'équipement, des infrastructures et de l'agriculture. Pour rappel, le crédit-bail est un mode de financement par lequel un acteur financier met un bien d'équipement à la disposition d'un client qui y dispose du droit d'usage, paie les loyers pour une durée déterminée avec l'intention de l'acheter à terme, à un prix fixé d'avance entre les parties.

Maintien du prix des engrais pour la campagne agricole 2022-2023

Le 6 avril 2022, le gouvernement [a annoncé](#) le maintien du prix des engrais pour la campagne agricole 2022-2023 à travers un mécanisme de subvention des intrants. A noter que les **importations d'engrais azotés** provenaient à 58,6% de la Russie en 2020. Pour rappel, le gouvernement a déjà mis en place cette mesure lors des 2 dernières campagnes agricoles, fixant le prix du sac de 50 kg d'engrais à 12 500 FCFA (19 EUR), un prix en-deçà de ceux pratiqués actuellement dans la sous-région ouest africaine. D'autres mesures sont également prises afin de prévenir toute spéculation ou sortie de stocks commandés par l'Etat hors des frontières.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr